tic&société

Vol. 5, n°2-3 | 2e sem. 2011 / 1er sem. 2012
Les TICs dans les pays des Suds

Présentation

Abdelfettah Benchenna

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ticetsociete/1128>
DOI : 10.4000/ticetsociete.1128

Éditeur

Association ARTIC

Référence électronique

Abdelfettah Benchenna, « Présentation », *tic&société* [En ligne], Vol. 5, n°2-3 | 2e sem. 2011 / 1er sem. 2012, mis en ligne le 21 juin 2012, consulté le 20 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/ticetsociete/1128> ; DOI : 10.4000/ticetsociete.1128

Licence Creative Commons

Présentation

Le numéro proposé, dans cette nouvelle livraison de la revue *tic&société*, a pour ambition d'amorcer de nouvelles perspectives sur les TICs dans les pays des Suds en sollicitant des contributions qui interrogent le passé des TICs dans les pays des Suds, sans tomber pour autant dans les pièges et les revers de l'évaluation a posteriori. Tournées résolument vers les études de problèmes empiriques, de telles perspectives permettent de relativiser les discours des promoteurs sur les rapports entre TICs et « développement » et d'éclairer, par la même occasion, sur le contexte, les stratégies et les finalités des acteurs en présence de projets d'intégration des TICs tombés dans l'oubli.

L'appel à contributions, à l'origine de ce numéro, proposait des pistes à explorer en invitant les auteurs à interroger les rôles joués par les Etats des pays des Suds et leurs politiques en matière de TICs, le rôle de la société civile, des organisations internationales ou des multinationales sans oublier la question des usages de ces technologies. Si les propositions reçues étaient nombreuses, notre choix s'est porté sur celles qui apportent des connaissances nouvelles et qui cherchent véritablement à convoquer le temps long pour mieux apprécier les réalités actuelles des TICs dans ces territoires.

Quatre constats quant à la nature des contributions composant ce numéro :

1. Une majorité de textes portent plus sur le rôle de l'Etat dans la diffusion des TICs. Sans dévoiler immédiatement la teneur des conclusions des différentes contributions, plusieurs auteurs mettent en exergue les rapports de domination qui s'exercent sur les Etats, en particulier africains, par des acteurs économiques ou politiques extérieurs, aidés en cela par certaines organisations internationales (Banque Mondiale, FMI, UIT, etc.) ;
2. Les contributions ont pour zone géographique l'Afrique francophone. Ce n'était pas notre volonté. Mais c'est le reflet probablement d'un cloisonnement géographique de la recherche scientifique sur les TICs dans les pays des Suds.
3. Une absence notable de contributions traitant de l'histoire de la présence des multinationales informatiques dans les pays des Suds caractérise ce numéro. Il en est de même pour le rôle de la société civile ou encore de la question des usages proprement parlé.
4. Toutes les contributions interrogent dans une perspective critique la question des TICs dans les pays des Suds et son lien avec la question du développement.

Présentation

C'est le cas par exemple d'Alain-François Loukou qui inscrit sa contribution dans le débat récurrent, depuis plusieurs décennies, sur le rôle des TICs dans le développement. Son constat initial : malgré l'utilisation intensive de l'information dans de nombreuses activités, l'apport des TICs dans le développement de l'Afrique reste contesté. Tout en reconnaissant la pertinence des arguments mis en avant par les porteurs de cette thèse, l'auteur cherche à en identifier les faiblesses et à tenter de démontrer que « les TICs sont aujourd'hui un facteur décisif de développement en Afrique, voire un préalable à la réalisation de celui-ci ». Avec quelques exemples, dans le monde de la finance, de l'agriculture ou l'administration, Alain-François Loukou va chercher à illustrer l'importance du recours aux TICs dans le développement pour les pays africains. Toutefois, sa contribution omet de mettre en avant les rapports de force et de domination qui s'instaurent et/ou qui se renforcent avec la mobilisation des TICs dans ces secteurs.

Olivier Sagna nous livre les grandes étapes de l'histoire des télécommunications au Sénégal de la fin du XIX^{ème} siècle au début de XXI^{ème} siècle en mettant l'accent sur les permanences et les ruptures. Tout au long de son analyse, l'auteur va montrer comment ce secteur stratégique sera l'objet de dominations politiques à l'époque coloniale puis économiques, depuis la privatisation de l'opérateur historique. Il souligne également la main mise d'entreprises étrangères sur les télécommunications mobiles. Il va montrer, tout d'abord, comment le déploiement du télégraphe est pensé par la force coloniale comme un moyen d'assurer le contrôle militaro-administratif du territoire en vue d'y faire régner l'ordre colonial, d'une part, et de faciliter les communications afin de mieux exploiter ses ressources, d'autre part. Outre les fonctionnaires et les militaires coloniaux, les principaux utilisateurs du télégraphe sont essentiellement les commerçants et les métis qui constituent un groupe social très influent dans certaines villes du Sénégal. A l'inverse, les autochtones en sont des utilisateurs marginaux. Introduit en 1901, le téléphone est au début de l'indépendance, cantonné aux régions qui abritent des activités économiques. Quant aux télécommunications internationales, elles sont gérées par la puissance coloniale et ce jusqu'au début quatre-vingts où elles seront nationalisées progressivement.

Les années quatre-vingts, années de réformes institutionnelles, aboutiront à l'éclatement de l'Office des Postes et de Télécommunications en deux structures, l'une dédiée aux services de la poste (Office de la poste et de la caisse d'épargne), l'autre aux télécommunications (Sonatel : Société nationale des télécommunications du Sénégal). L'auteur va également montrer comment cette dernière va rester fortement influencée par la politique de France Télécom.

En 1996, la privatisation de la Sonatel, dictée par les orientations libérales de la Banque Mondiale et le FMI, va aboutir à la cession d'une partie importante du capital à l'opérateur France Télécom, permettant à ce dernier une position dominante, perçue par les syndicats, comme une « recolonisation ». La prise de contrôle du secteur des télécommunications au Sénégal par des opérateurs étrangers ne s'est pas arrêtée là. La téléphonie mobile va connaître également le même sort. En somme, la libéralisation du secteur va aboutir, selon Olivier Sagna, à une forme de dépossession, à une domination économique.

Ahmed Dahmani et Jean-Michel Ledjou élargissent la perspective en dressant un état des évolutions du secteur des télécommunications dans les autres pays de l'Afrique de l'Ouest et du Maghreb durant la dernière décennie. Les deux auteurs vont insister sur le caractère indifférencié des politiques poursuivies par une majorité des pays de la région. Comme Olivier Sagna, ils le constatent que la libéralisation du secteur des télécommunications s'est concrétisée par une série de réformes s'appuyant sur les prescriptions de la Banque Mondiale et du FMI en lien avec les orientations des programmes d'ajustement structurel. Cette libéralisation s'est concrétisée également par l'intérêt porté par les opérateurs internationaux au continent africain qui investissent davantage dans le marché de la téléphonie mobile. Deux raisons sont à l'origine d'une telle orientation : D'une part, avec un taux de pénétration du mobile autour de 40% en 2010, le potentiel de croissance en Afrique reste fort d'autant que la population augmente à un rythme plus élevé que dans d'autres régions du monde, d'autre part, le marché des télécommunications mobiles permet d'enranger de substantiels bénéfices sans grever leur budget.

Dans la première partie de leur article, Ahmed Dahmani et Jean-Michel Ledjou identifient deux grandes évolutions du secteur des télécommunications sur le continent : la demande sociale en matière des TICs, malgré les disparités existantes entre les différents segments qui les composent (Internet, mobile, etc.) et le développement d'une série d'offre de services autour des TICs. Les deux auteurs font le même constat qu'Olivier Sagna quand ils s'intéressent aux raisons quant à l'enthousiasme populaire suscité par la téléphonie mobile auprès des Africains (rapidité d'accès à une ligne de téléphone contrairement au téléphone fixe, système de prépaiement plus adapté au budget limité des ménages africains, mini-messages de rappel gratuit, etc). Les auteurs font ensuite état des activités de service liées aux développements des télécommunications. Ils évoquent les créations de petites structures, relevant le souvent de l'économie informelle, par des jeunes passionnés d'informatique, où sont proposés des services comme la navigation Internet, apprentissage informatique création de sites web. Ils soulignent enfin l'importance des investissements consentis par les pouvoirs politiques dans les technopoles

Présentation

spécialisées dans les TICs pour favoriser l'attractivité des investisseurs étrangers dans le secteur, tout en précisant que ces pôles sont devenus, dans certains pays, comme le Maroc et la Tunisie, « de véritables enclaves économiques et technologiques, sans lien ni impact réel sur l'économie et la société ».

Dans la seconde partie de leur contribution, Ahmed Dahmani et Jean-Michel Ledjou s'intéressent aux stratégies de diffusion des opérateurs internationaux dans les pays du Maghreb et de l'Afrique qui se heurtent, selon les deux auteurs, à une réalité locale. Ils notent, par exemple, qu'en dépit des discours officiels galvaudés par certains responsables politiques, ces stratégies de diffusion n'ont jamais été l'apanage et la préoccupation principale des Etats. Ces derniers éprouvent parfois les difficultés à se détacher de la mainmise qu'ils exercent sur le secteur des télécommunications. Ils soulignent, par exemple, les grandes disparités entre pays en matière d'indépendance des autorités de régulations, vis-à-vis du pouvoir politique. D'autres difficultés sont citées par les auteurs : l'instabilité politique de certains pays comme la Côte d'Ivoire ou le Congo.

Ahmed Dahmani et Jean-Michel Ledjou rejoignent également Olivier Sagna, auteur de l'article précédent, quand ils insistent sur le rôle primordial que doivent occuper les Etats dans la gestion du secteur des TICs qui ne peut être dominé par la seule sphère privée et par la seule logique marchande.

Cette thèse est également au cœur de la contribution de Thomas Atenga portant sur l'histoire de l'informatisation des administrations publiques camerounaises. L'auteur montre comment cette histoire est traversée par deux grandes périodes : la première, où l'Etat est omniprésent. Il est le grand ordonnancier de toute la politique même si elle n'est pas suivie de résultats probants. La seconde démarre avec le plan d'ajustement structurel en septembre 1988, déclanchant ainsi le désengagement de l'Etat. L'informatisation de l'administration devient alors l'affaire des acteurs privés, des bailleurs de fonds et des organisations internationales. La volonté de l'Etat et de ses actions sont diluées dans celles de la pluralité d'acteurs privés. L'Etat se contente d'essayer de réguler. Une telle situation amène l'auteur à se poser la question sur la véritable place de l'administration, de l'expertise dans la politique publique de l'informatisation du Cameroun.

Le rôle des bailleurs de fonds et des organisations internationales dans les prises de décisions, et dans la marginalisation des décideurs politiques nationaux, trouve également illustration dans l'histoire du projet AfricaOne développé par Jean-Louis Fullsack. A travers cet exemple, l'auteur dévoile

l'approche néolibérale que l'UIT impose, depuis le milieu des années quatre-vingt-dix, à ses Etats membres et qui a conduit à une déréglementation aux conséquences désastreuses pour les pays africains. L'auteur apporte une connaissance nouvelle quant à la genèse et à la mort d'un projet technologique censé permettre aux pays africains d'améliorer l'état des communications à travers le continent. Il montre comment un projet mobilisant plusieurs acteurs, aux stratégies divergentes aboutit fatalement à son échec. Il pointe du doigt, entre autres, la faible implication des organisations panafricaines, comme l'Union Panafricaine des Télécommunications et le soutien fléchissant des Etats soucieux de s'interconnecter entre eux, font progressivement disparaître le projet Africa One des préoccupations africaines.

Partant du constat que les projets technologiques qui se déploient actuellement dans les écoles et les universités africaines, ne sont qu'un maillon d'une longue série de projets éducatifs centrés sur les TICs en Afrique depuis les années 60, Gado Alzouma revient sur l'histoire méconnue de la télévision scolaire au Niger, entre 1964 et 1979. Transposition de la télévision scolaire française, l'objectif de l'expérience nigérienne est d'assurer la scolarisation totale des enfants. Il s'agit d'utiliser des messages télévisuels pour enseigner non seulement la langue française, mais aussi le calcul, les sciences d'observation, l'écriture, la lecture et les travaux pratiques aux enfants. L'auteur s'interroge sur les raisons à l'origine de l'abandon par le gouvernement nigérien d'une expérience perçue par les experts comme une réussite et sur les leçons à tirer.

D'entrée de jeu, l'auteur relève un paradoxe : malgré le constat d'un échec relatif de télévision scolaire en France, au début des années 1970, sa transposition dans les pays africains est encouragée par le ministère français de la Coopération. Le discours déterministe plaçait dans la technologie l'espoir d'un décollage rapide de l'Afrique. Il fournit des éléments tangibles quant au lancement du projet au Niger.

Au-delà de la dimension financière avancée officiellement comme à l'origine de l'abandon du projet, l'auteur montre que les véritables raisons sont à chercher dans l'approche adoptée par les initiateurs du projet : Une approche fondée sur le modèle diffusionniste dont le principal défaut est de ne pas prendre en compte les conditions liées à l'appropriation sociale de la technologie et de négliger les « compromis » entre agents dans leurs rapports à l'objet technique. Les visions divergentes sur le média seraient donc à l'origine de l'échec de la télévision scolaire au Niger. Les acteurs impliqués dans la conception et la mise en œuvre du projet, tout comme les membres de la société ordinaire nigérienne, étaient porteurs de représentations spécifiques de

Présentation

l'objet technique. Ils agissaient en fonction de logiques différentes et tentaient d'imposer leur conception de la télévision scolaire et de ses usages.

Aïda Fitouri revient sur les logiques de l'Etat et celles des publics face à l'insertion, puis à la banalisation et à la généralisation de la parabole en Tunisie, durant la période allant du début des années 90 au milieu des années 2000. Dans un premier temps, l'auteure va distinguer deux logiques guidant le comportement de l'Etat face à cette innovation technologique. La première, située dans la décennie 90, est orientée vers les usagers et se traduit par un ensemble de mesures visant l'autorisation, la limitation voire l'interdiction des équipements. La seconde est marquée par l'abandon progressif de ces mesures et l'orientation vers une restructuration et une ouverture du secteur audiovisuel vers l'initiative privée. De telles orientations paraissent innovantes. Elles cachent cependant des logiques de contrôle que l'Etat va exercer sur les chaînes créées (Hannibal TV, Nesma) tant au niveau des contenus des programmes diffusés qu'au niveau de la désignation des opérateurs et de leurs dirigeants.

Si l'Etat tunisien a cherché dans les années quatre-vingt-dix à contrôler l'acquisition de paraboles par les publics, ces derniers réussissaient à s'en procurer en empruntant les circuits de l'économie informelle. A leurs yeux, la parabole est à la fois une alternative aux programmes diffusés par la télévision nationale et une fenêtre sur le monde extérieur.